

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
G/STR/Q1/KOR/4
20 mai 1999

(99-2045)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État**

Original: anglais

COMMERCE D'ÉTAT

Questions des ÉTATS-UNIS concernant la nouvelle notification complète présentée par la CORÉE au titre de l'article XVII¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 mai 1999.

Dans sa notification, la Corée ne mentionne pas certaines associations professionnelles, et omet de mentionner certains produits qui, selon nos informations, sont du ressort d'une association notifiée. Nous croyons savoir que ces associations, énumérées ci-après, continuent à exercer une influence importante, voire un pouvoir de décision absolu, sur l'attribution de contingents tarifaires pour les produits indiqués.

Associations professionnelles	Contingent tarifaire
Société de commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche	Thé vert, céréales en grain transformées
Association coréenne pour l'amélioration des animaux	Bétail utilisé pour la reproduction (bovins, porcins)
Association coréenne des transformateurs de maïs	Maïs (transformé)
Association coréenne de l'industrie laitière	Lactosérum, beurre, lactose
Association coréenne des fabricants d'ingrédients pour les aliments pour animaux	Farine d'os, compléments alimentaires
Association coréenne des fabricants de succédanés de lait destinés aux animaux	Aliments mixtes, compléments alimentaires, lactosérum
Association coréenne des producteurs de céréales pour animaux	Maïs
Association coréenne des producteurs de papier	Fécule de manioc
Association coréenne des éleveurs de volailles	Poulets de race pure pour la reproduction
Fédération nationale des coopératives agricoles	Orge de brasserie, malt, fécule de manioc, autres féculs, patates douces
Fédération nationale des coopératives d'éleveurs	Maïs

¹ G/STR/N/4/KOR.

La Corée pourrait-elle apporter des précisions sur le type et le niveau de pouvoir dont disposent ces associations sur les marchés cités, en remplissant le questionnaire relatif au commerce d'État pour chacune des associations énumérées?

Dans sa notification la plus récente, la Corée indique que le MAF dispose d'un droit exclusif sur les contingents tarifaires à l'importation du riz et de l'orge. Par ailleurs, dans la même notification, la Corée déclare que l'orge est importée directement par les sociétés d'aliments pour animaux. D'après nos informations, l'orge est importée uniquement par le MAF, et non par le secteur privé. La Corée pourrait-elle préciser si l'orge peut être importée directement par des sociétés privées d'aliments pour animaux? Dans ce cas, ces sociétés privées effectuent-elles des opérations d'importation indépendantes, ou se contentent-elles d'agir en tant qu'agents d'importation pour le compte de l'État? La République de Corée pourrait-elle préciser comment sont déterminés les prix à l'importation pour l'orge importée par le Ministère de l'agriculture et des forêts?

Nous remarquons que dans sa notification au Groupe de travail, la Corée n'a pas mentionné la viande bovine (SH 0201 et 0202) dans la liste des produits relevant de la Fédération nationale des coopératives d'éleveurs. À cet égard, nous souhaiterions recevoir des informations complémentaires sur cette fédération et une description de son fonctionnement, dans la mesure où celui-ci concerne l'importation, la vente et la distribution intérieure de viande bovine étrangère. Ces informations devraient comprendre un exposé sommaire du fondement juridique de l'octroi de droits ou de privilèges exclusifs ou spéciaux en ce qui concerne l'importation viande bovine, avec mention des dispositions juridiques et des réglementations pertinentes, ainsi que des pouvoirs conférés par la législation ou la constitution, du mode de fixation par la fédération des contingents d'importation et des prix à la revente de la viande bovine importée, et enfin des modalités suivant lesquelles la fédération fixe et publie les normes et conditions dans lesquelles elle achète la viande bovine pour le compte de ses clients.

Nous remarquons également que le gouvernement de la République de Corée a omis de mentionner dans sa notification les entreprises suivantes: la Société coréenne d'entrepôt réfrigéré, le Centre d'approvisionnement des hôtels touristiques, le Centre coréen d'approvisionnement des restaurants, l'Association coréenne des industries de la viande, l'Association coréenne des chaînes d'hypermarchés, la Fédération coréenne des fournisseurs de viande, l'Association coréenne de commercialisation du bétail ainsi que l'Association coréenne des entreprises de conditionnement de la viande. De même qu'en ce qui concerne la Fédération coréenne des coopératives d'éleveurs, nous souhaiterions recevoir des informations complémentaires sur ces organismes et une description de leur fonctionnement dans la mesure où celui-ci concerne l'importation, la vente et la distribution intérieure de viande bovine étrangère. Ces informations devraient comprendre un exposé sommaire du fondement juridique de l'octroi de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux en ce qui concerne l'importation de viande bovine, avec mention des dispositions juridiques et des réglementations pertinentes ainsi que des pouvoirs conférés par la législation ou la constitution, du mode de fixation par chaque entreprise des contingents d'importation et des prix de revente de la viande bovine importée et enfin des modalités suivant lesquelles chaque entreprise fixe et publie les conditions dans lesquelles elle achète la viande bovine pour le compte de ses clients.

En ce qui concerne la section III.A du nouveau modèle de présentation des notifications, la Corée ne donne pas des informations suffisantes sur les opérations effectuées par ses entreprises commerciales d'État. La Corée pourrait-elle fournir un exposé sommaire de ces opérations pour chaque entreprise commerciale d'État notifiée? Éventuellement, il serait utile de préciser si l'entreprise commerciale d'État en question accorde des garanties de crédit, procède à la commercialisation ou à la distribution sur le marché intérieur de produits importés, soit directement soit par l'intermédiaire de filiales ou de coentreprises, et détermine le prix de vente intérieur des produits importés.

En ce qui concerne la section III.B, nous invitons la Corée à donner des informations complémentaires sur le droit exclusif sur les contingents tarifaires à l'importation sur le riz et l'orge. Plus précisément, les entreprises commerciales d'État coréennes ont-elles le droit exclusif d'élever ou d'abaisser les plafonds des contingents sur les produits agricoles importés? Ces entreprises ont-elles le droit de déterminer de façon arbitraire quelles sociétés se verront attribuer des droits d'accès aux contingents? Dans quelle mesure ces décisions d'attribution sont-elles annoncées publiquement de façon à rendre le processus d'attribution des contingents totalement transparent?

En ce qui concerne la réponse de la Corée à la question III.E, nous croyons comprendre que la Fédération nationale des coopératives d'éleveurs joue un rôle dans la fixation du prix des exportations de viande porcine. La Corée pourrait-elle décrire en détail les conditions dans lesquelles les prix de soutien de la viande porcine à l'exportation sont fixés par la fédération?

En ce qui concerne la réponse de la Corée à la question III.F, nous souhaitons recevoir plus de précisions sur les conditions de fixation des prix de revente des produits importés. Ainsi, nous croyons savoir que les prix de revente de la viande bovine sont fixés par la prise en compte d'une marge calculée à partir d'une moyenne mobile sur trois mois des prix des pièces importées et des pièces produites dans le pays. Existe-t-il une méthode bien établie de fixation des prix à la revente applicable à l'ensemble des lignes de produits? Dans le cas contraire, la Corée pourrait-elle décrire la méthode de calcul de la marge ou de fixation du prix de revente pour chaque produit importé?
